

qui ressemble beaucoup à celle du Cycle d'Uruguay : pour qu'on puisse avancer, les négociations doivent s'élargir, et le programme s'enrichir. L'OMC se place dans une position difficile si elle ne laisse pas entrevoir des gains pour tous ses membres. La résistance à la conclusion d'un compromis commercial, a-t-on fait valoir, ne change pas selon que l'enjeu en est important ou restreint, mais l'étendue de l'appui qu'on peut espérer pour les négociations dépend, elle, de l'importance de leur objet.

De plus, a-t-on fait remarquer, il reste toujours possible d'envisager la solution du Cycle de Tokyo, soit la conclusion d'accord multilatéral de nature générale, complété par des accords plurilatéraux. Il se pourrait que le problème soit le principe de l'« engagement unique » du Cycle d'Uruguay—qu'on se rappelle encore une fois la notion des conséquences involontaires. Dans le même esprit, on a aussi invité à voir une tendance encourageante, bien que peu remarquée, dans le fait que certains pays adoptent des éléments des règles de l'OMC sans souscrire officiellement aux obligations en question parce qu'ils ne sont pas prêts (le Brésil, par exemple, a adopté, quoique sans en devenir signataire, la plus grande partie du document de référence sur les télécommunications). On peut envisager—et cette question a déjà en fait été soulevée—la possibilité d'une OMC à plusieurs vitesses.

L'examen de la situation à Genève après Cancún a donné lieu à l'évocation d'une atmosphère stagnante, où toutes les parties aux négociations ont adopté une attitude défensive et où certains groupes de négociation sont immobilisés par une complète absence d'intérêt de leurs membres. Si l'on pouvait penser à certaines questions susceptibles de ranimer les négociations—par exemple, selon un point de vue exprimé, le Brésil entrerait dans la discussion si les États-Unis et l'Union européenne faisaient un pas dans le domaine de l'agriculture; l'Inde doit agir sur la question des droits de douane applicables aux produits industriels; et les questions de Singapour ont des incidences systémiques—, quelque 50 à 70 pays, a-t-on fait remarquer, ne s'intéressaient que très peu aux questions systémiques et

---

avec l'application de politiques restrictives qui ont fait augmenter le chômage, ce qui rend plus difficile maintenant la poursuite de la libéralisation.